

Capitalisme d'État ou société bureaucratique de développement

State Capitalism or Bureaucratic Development

Hartmut Elsenhans

Volume 13, numéro 1, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701312ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701312ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Elsenhans, H. (1982). Capitalisme d'État ou société bureaucratique de développement. *Études internationales*, 13(1), 3–21.
<https://doi.org/10.7202/701312ar>

Résumé de l'article

Increasingly, one can observe the power of the state extending into the modern sector of Third World economies. Different types of cooperative relationships are established with multinational corporations, even to the point of excluding them altogether. A considerable part of the literature suggests that in this instance there is the formation of dependent capitalist societies, what could be referred to as state capitalism. Such a definition is contradictory and conceals the true operation of these societies. In fact, we are witnessing the emergence of a new type of production that the author refers to as bureaucratic development societies dominated by bureaucratically organized state classes. These state-classes collectively appropriate the social surplus and determine its allocation on a political basis allocating it either to consumption by the dominant class or to investment, but in this latter case, without consideration as to the immediate return on possible investments. The means by which such a class arrives at decisions are of particular interest because the author shows that they constitute both a hope and a threat for the broad-based development of the economies and the societies of the Third World.

CAPITALISME D'ÉTAT OU SOCIÉTÉ BUREAUCRATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Hartmut ELSENHANS*

ABSTRACT — *State Capitalism or Bureaucratic Development*

Increasingly, one can observe the power of the state extending into the modern sector of Third World economies. Different types of cooperative relationships are established with multinational corporations, even to the point of excluding them altogether. A considerable part of the literature suggests that in this instance there is the formation of dependent capitalist societies, what could be referred to as state capitalism. Such a definition is contradictory and conceals the true operation of these societies. In fact, we are witnessing the emergence of a new type of production that the author refers to as bureaucratic development societies dominated by bureaucratically organized state-classes. These state-classes collectively appropriate the social surplus and determine its allocation on a political basis allocating it either to consumption by the dominant class or to investment, but in this latter case, without consideration as to the immediate return on possible investments. The means by which such a class arrives at decisions are of particular interest because the author shows that they constitute both a hope and a threat for the broad-based development of the economies and the societies of the Third World.

I – L'ARGUMENT CENTRAL ET QUELQUES PROPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Dans cet article¹, mon objectif est de donner des arguments, qui peuvent confirmer la thèse, selon laquelle l'extension de l'intervention économique de l'État dans le Tiers Monde conduit à un mode de production nouveau, que j'appelle la société bureaucratique de développement, dominée par une classe-État. Cette classe-État peut être définie, par ailleurs de la même manière qu'une classe capitaliste ou de maîtres-esclavagistes, par la spécificité de ses modes d'appropriation et d'allocation du surplus social. Aussi longtemps que la spécificité d'une telle classe par rapport à d'autres classes dominantes n'est pas mise dans le centre des préoccupations de l'analyse, les mécanismes de développement/sous-développement actuels ne peu-

* Professeur au Département des sciences politiques et administratives de l'Université de Constance, République Fédérale d'Allemagne.

1. Ce travail résume un livre paru en 1981 : H. ELSENHANS, *Abhängiger Kapitalismus oder bürokratische Entwicklungsgesellschaft*, Francfort et New York, Campus 1981. Les idées directrices de cette recherche ont été exposées déjà dans : H. ELSENHANS, « Die Staatsklasse/Staatsbourgeoisie in den unterentwickelten Ländern zwischen Privilegierung und Legitimationszwang », *Verfassung und Recht in Übersee*, Vol. 10, no 1, 1977, pp. 29-42 ; et H. ELSENHANS, « Zur Rolle der Staatsklasse bei der Überwindung von Unterentwicklung », in A. SCHMIDT (ed.), *Strategien gegen Unterentwicklung*, Francfort et New York, Campus, pp. 255-265.

Revue Études internationales, volume XIII, n° 1, mars 1982

vent être saisis. Ce paradigme s'oppose à la conception d'un capitalisme d'État dans la périphérie, qui étale depuis une quinzaine d'années ses contradictions dans la littérature. Mon point de départ est la critique du concept de capitalisme d'État et de ses imperfections. J'exposerai ensuite mon paradigme en me concentrant sur les éléments essentiels du mode de fonctionnement intérieur de ces classes-État et de leurs relations avec d'autres classes, ce qui permettra de dégager des types de tels modes de production et leurs éventuelles perspectives d'avenir.

Si je parle de société bureaucratique de développement dans le cas de l'extension de l'intervention économique de l'État dans la périphérie, je ne postule pas que, effectivement, les classes-État qui la dominent, vont promouvoir des processus de développement dans l'intérêt des masses de sous-privilegiés, donc vaincre le sous-développement. Je me borne dans cette définition uniquement à l'aspect que ces classes-État, à la différence des classes, quelque peu semblables cependant, des anciens modes de production tributaires, sont tenus à produire des éléments pouvant être considérés comme servant le développement économique. Cela est en effet essentiel à leur légitimité historique, comme l'ont été les monuments religieux symbolisant « l'unité supérieure de la société » des anciens modes de production tributaires. Il est évident, d'autre part, que, si dans un mode de production l'organisation de la division du travail, l'appropriation du surplus et son allocation sont régies par des règles issues d'abord du domaine politique et après beaucoup de médiations seulement, (en dernière instance) du domaine économique, les mécanismes générateurs de légitimité font partie essentielle de ce mode de production.

II – LES INCONSISTANCES DE LA THÉORIE DE CAPITALISME D'ÉTAT DANS LE TIERS MONDE

L'application du terme capitalisme d'État aux sociétés du Tiers Monde actuel depuis les années 60 a répondu à trois exigences :

- Sur le plan empirique, une extension des fonctions de l'État a été observée d'abord dans les États ayant acquis leur indépendance par rapport aux anciennes puissances colonisatrices. Il existe pourtant des évidences, que la part de l'État dans le produit national brut y serait encore moins importante que dans les pays capitalistes développés. De telles démonstrations négligent le fait que dans les sociétés à surplus réduit, la part de l'État dans le produit national brut est nécessairement plus limitée que dans celle des sociétés à surplus plus élevé. Les indicateurs à valeur analytique sont donc la part de l'État dans les fonds investissables, dans les investissements, dans l'emploi dans le secteur dit moderne, la régulation des marchés d'exportation et ici l'appropriation de rentes minières et foncières agricoles (par exemple les « marketing boards »).
- Sur le plan politique, ces indépendances nouvelles, mais aussi et la politique de substitution des importations et la politique de l'« export-led growth » ont vu surgir des « bureaucraties » plus ou moins planistes qui se sont approprié le surplus social. Ces nouvelles classes privilégiées, formées à partir de l'appropriation

tion du surplus par des moyens bureaucratiques ont été identifiées depuis Fanon² comme des bourgeoisies administratives, bureaucratiques, d'État, normalement constituées à partir de la petite bourgeoisie. Une lecture attentive de ces textes montre que l'on pourrait effectivement dans chacun de ces cas substituer le mot bourgeoisie par le mot mandarinat ou celui de féodalité. Les notions de bourgeoisie administrative et similaires n'ont donc qu'une valeur polémique dans leur aspect de définition du fonctionnement de cette classe dominante. Le fait que l'on utilise le privilège comme critère pour démarquer cette bourgeoisie résulte en un appauvrissement de la théorie des modes de production.

- Sur le plan analytique, la coopération économique des gouvernements du Tiers Monde avec les pays industrialisés capitalistes, et notamment une certaine reprise des investissements directs faits par les sociétés transnationales (pourtant très inférieurs en volume de capitaux par rapport à la phase de l'impérialisme) ont induit des tendances à interpréter les appareils d'État dans le Tiers Monde comme dépendants des sociétés multinationales et donc comme des chaînons dans un système de domination capitaliste de la périphérie. Les phénomènes du rétrécissement des multinationales, les nationalisations effectivement réussies, souvent sans indemnisations effectives (indemnisation formelle équivalent à des taxes supplémentaires exigées) et des mesures bureaucratiques pour retenir le surplus social dans les pays du Tiers Monde et même, comme dans le cas de l'OPEP, l'établissement d'un « échange inégal » en faveur des pays sous-développés devraient inciter à donner plus d'audience à ceux, qui d'ailleurs depuis les années 60 ont mis en garde contre une surestimation du phénomène de l'internationalisation de la production par rapport au pouvoir politique des États « nationaux », c'est-à-dire, du pouvoir exercé sur un territoire par les moyens diversifiés du domaine dit politique.

Cette notion de capitalisme d'État est critiquable sur plusieurs plans. D'abord, la notion même de capitalisme d'État est une « *contradictio in adiecto* ». Le capitalisme est un mode de production où la classe dominante est constituée par des propriétaires privés des moyens de production, qui par l'achat de la main-d'œuvre, d'après Marx, à son coût de reproduction « historiquement déterminé » – ce qui a permis des abus théoriques importants dans l'explication de l'accroissement des salaires dans les pays industriels – se procurent la possibilité d'appropriation du surplus qu'ils réalisent sur le plan économique par la vente de leurs produits à leurs prix de production proportionnellement à leurs capitaux engagés sur le marché. Ceci en situation de compétition parfaite et sans extraprofits dûs à des avances technologiques d'une part, donc non pas en relation avec la somme de travailleurs engagés d'autre part. C'est donc d'abord précisément « la loi de la valeur » et « la contrainte muette des relations de production » et non l'intervention de l'État dans la production, par qui le surplus est dégagé. Ensuite c'est la compétition de capitaux fractionnés et non l'État qui détermine la somme de plus-value à la disposition de chacun des membres de la classe capitaliste. Enfin, c'est le taux de profit qui détermine l'emploi de la plus-value dans les différents secteurs de l'économie. Par contre, les membres de classes-État, bureaucratiquement organisées dérivent leurs revenus par la ponction collectivement exercée à travers l'appareil étatique sur

2. F. FANON, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspéro, p. 68, p. 96 ss.

l'ensemble des secteurs productifs. Ce revenu est distribué par la lutte de segments de la « bureaucratie » au moyen de définitions et de redéfinitions de postes hiérarchiques et de l'accaparement de ceux-ci. La répartition du surplus entre investissements et consommation ne répond pas à des exigences économiques et l'allocation de la fraction destinée aux « investissements » et aux « consommations liées à eux » (comme les frais de subvention d'entreprises privées et de corruption de détenteurs de pouvoir bureaucrate par celles-là) découle de décisions bureaucratiques dites planificatrices et non du taux de profit.

Notons en passant que la notion de capitalisme d'État des années vingt en URSS ne concernait pas l'extraction de surplus par l'État révolutionnaire dans son propre secteur, mais le maintien de la loi de la valeur dans un secteur privé dominé par un secteur déjà socialiste.³

Si l'on veut appliquer la notion de capitalisme d'État au secteur étatique lui-même, on doit avoir recours ou bien à une notion limitée de capitalisme permettant de définir un secteur comme capitaliste, alors que visiblement il ne fonctionne pas d'une manière capitaliste – ou bien à la notion de dépendance conduisant à définir un secteur comme capitaliste, alors qu'il dépend d'un secteur capitaliste.

- L'État périphérique est capitaliste, parce qu'il établit le salariat⁴. Tous les arguments sur la formation de couches sociales privilégiées dans le Tiers Monde militent contre la valeur de la proposition. Plus généralement, il me paraît impossible d'avoir un calcul de l'effort comparatif des travailleurs producteurs dans aucun système avec spécialisation sans système salarial, qui lui peut être aménagé de façons très différentes de la conception du salariat dans l'oeuvre de Marx.
- L'État périphérique est capitaliste, parce qu'il actionne l'accumulation primitive par la ponction de la plus-value⁵. Mais alors tout système à reproduction élargie serait capitaliste et le problème d'accumulation en dehors du système capitaliste deviendrait sans objet. Preobraženskij capitaliste!⁶ Logiquement d'ailleurs, cette

3. Pour un article récent, voir, A. DUPUY et B. TRUCHIL, « Problems in the Theory of State Capitalism », *Theory and Society*, no 1, 1979, pp. 1-38. Voir aussi G. COGNIOT, « Quelques orientations de la pensée de Lénine en 1922-1923 », *La Pensée*, avril 1972, p. 61.

4. C. PALLOIX, *La formation de la classe ouvrière algérienne, Un essai sur le développement du salariat*, Amsterdam, Vrije Universiteit, Congress on the Internationalisation of class struggles, 1979, p. 21; J. PETRAS, *Critical Perspectives on Imperialism and Social Class in the Third World*, New York et Londres, Monthly Review Press, 1978, p. 280; E.V.K. FITZGERALD, « Peru, The Political Economy of an Intermediate Regime », *Journal of Latinamerican Studies*, Vol. VIII, No 1, 1976, p. 68.

5. H.U. LUTHER, *Ökonomie, Klassen und Staat in Singapur*, Francfort, Alfred Metzner, 1980, p. 342 ss.; I. WESSEL, « Die Herausbildung einer bürokratischen Bourgeoisie in Indonesien », *Wissenschaftliche Zeitschrift der Humboldt-Universität Berlin*, no 21, 1972, p. 221; J. PETRAS, 1978, *op. cit.*, p. 280; J. COTLER, « The New Mode of Political Domination in Peru, in A.F. LOWENTHAL, *The Peruvian Experiment, Continuity and Change Under Military Rule*, Princeton N.J., Princeton University Press, 1975, p. 46. Voir pourtant l'évaluation très positive de l'accumulation primitive par un auteur anonyme africain, cité par G. BALANDIER, « Problématique des classes sociales en Afrique Noire », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, janvier-juin 1965, p. 142.

6. L'auteur classique de l'accumulation primitive socialiste, E. PREOBRÁŽENSKIJ, *Novaja Ekonomika*, Moscou, Izdatel'stro Kommunističeskoj Akademii, 1926, chapitre 2.

position devrait inciter ses adhérents au soutien fervent du capitalisme tout court, étant donné que l'accroissement des forces productives est évidemment une condition inévitable pour améliorer les niveaux de vie des plus pauvres dans le Tiers Monde.

Restent alors les positions qui expliquent la nature capitaliste du secteur étatique dans le Tiers Monde actuel par l'articulation de ce secteur avec d'autres secteurs économiques et sociaux. La thèse d'Alavi⁷, selon laquelle l'extension de l'État dans les sociétés sous-développées était due au surdéveloppement de l'État colonial, contredit et l'expérience de la décolonisation et l'expérience historique des sociétés du Tiers Monde que celles-ci vécurent avant ou sans la colonisation⁸. Car la

7. H. ALAVI, « The State in Post-Colonial Societies: Pakistan and Bangladesh », *New Left Review*, juillet-août 1972, p. 61 ss. La même thèse se retrouve chez beaucoup d'auteurs : L. ADAMOLEKUN, « Bureaucrats and the Senegalese Political Process », *Journal of Modern African Studies*, Vol. 9, no 4, 1972, p. 557 ; A.E. ALITAH, « Sudanese Development Path », in U.G. DAMACHI et alii (eds.), *Development Paths in Africa and China*, Londres, Macmillan, 1976, p. 123 ; J.A. SILVA MICHELENA, *The Illusion of Democracy in Dependent Nations*, Cambridge Mass., MIT Press, 1971, p. 36 ; F.H. CARDOSO, « Brasilien, Die Widersprüche der assoziierten Entwicklung », in H.R. SONNTAG (ed.), *Lateinamerika, Faschismus oder Revolution*, Berlin (Ouest), Rotbuch-Verlag, 1974, p. 47 ; J. PIEL, « L'oligarchie péruvienne et les structures du pouvoir », *La Pensée*, février 1967, p. 100 ; C. VELIZ, *Centralismo, Nacionalismo e Integracion*, Budapest, Académie de Ciencias Hungara, Centro de Investigaciones Afroasiaticas, 1966, p. 31 ; P.B. SINHA, *The Indian Liberation Movement and Russia, 1905-1917*, New Delhi, Sterling, 1975, p. 331 ; M.C. YOUNG, « Decolonization in Africa », in L.G. GANN et P. DUIGNAN (eds.), *Colonialism in Africa. Vol. 2, The History and Politics of Colonialism, 1870-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970, p. 499 ; C. AKE, « Explaining Political Instability in New States », *Journal of Modern African Studies*, Vol. 11, no 3, 1973, p. 357 ; W. BOORAH, « Colonial Institutions and Contemporary Latin America », *Hispano American Historical Review*, août 1963, p. 375 ; A. MEISTER, « Développement communautaire et animation rurale en Afrique », *L'Homme et la société*, octobre-décembre 1970, p. 136 ; C. MEILLASSOUX, « A Class Analysis of the Bureaucratic Process in Mali », *Journal of Development Studies*, janvier 1970, p. 108 ; J.S. SAUL, « The State in Post-Colonial Societies », *Socialist Register*, 1974, p. 351 ; H.U. LUTHER, *op. cit.*, p. 182 s. ; M.L. KILSON, « The Emergent Elites of Black Africa, 1900-1960 », in L.G. GANN et P. DUIGNAN, 1970, *op. cit.*, p. 335 ; J. MOHAN, « Varieties of African Socialism », *Socialist Register*, 1966, p. 249 ; R.L. PARK, « Problems of Political Development », in P.W. THAYER et W.T. PHILIPPS (eds), *Nationalism and Progress in Free Asia*, Baltimore, John Hopkins, 1956, p. 105 ; T. MANIRUZZAMAN, « The Politics of Development – an Analysis », *Journal of Development Studies*, juillet 1967, p. 448 ; S.N. EISENSTADT, « Problems of Emerging Bureaucracies in Developing Areas and New States », in B.F. HOSELITZ et W.E. MOORE (eds), *Industrialisation and Society*, UNESCO et Mouton, Paris et La Haye, 1963, p. 159 ; D.K. EMMERSON, *Indonesia's Elite. Political Culture and Cultural Politics*, Ithaca N.Y. et Londres, Cornell University Press, 1976, p. 41.
8. W. ZIEMANN et M. LANZENDÖRFER, « The State in Peripheral Societies », *Socialist Register*, 1977, p. 145. Plus généralement, il faut renvoyer aux plaintes nombreuses sur la sous-administration des colonies. Sur l'Algérie coloniale voir, H. ELSENHANS, *Frankreichs Algerienkrieg 1954-1962*, Munich, Hanser, 1974, p. 120 ; *Révolution africaine*, 30 novembre 1979, p. 26 ; ou 29 décembre 1976, p. 14. Voir aussi, M. CROWDER, *West Africa Under Colonial Rule*, Evanston, Northwestern University Press, 1970, p. 329 ; A.K. BAGCHI, *Private Investment in India 1900-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, p. 5 ; W.B. COHEN, *Rulers of Empire, The French Colonial Service in Africa*, Stanford Calif., Hoover Institution Press, 1971, p. 23 ; J. WODDIS, *An Introduction to Colonialism*, Londres, Lawrence & Wishart, 1967, p. 23. Ensuite il faut renvoyer à toute la littérature sur l'« indirect rule ». H. LACKNER, « Colonial Administration and Social Anthropology, Eastern Nigeria 1920-1940 », in T. ASAD (ed) *Anthropology and the Colonial Encounter*, Londres, Ithaca Press, 1973, p. 127, donne des documents, qui prouvent, que la puissance coloniale a eu conscience de la nécessité de limiter les coûts d'administration par l'« indirect rule ». Pour d'autres renvois H. ELSENHANS 1981, *op. cit.*, pp. 77-79.

décolonisation en large mesure, surtout dans les pays ayant acquis leur indépendance sans guerre de libération, montre que c'est d'abord le refus des secteurs les plus modernes du capitalisme du centre d'accepter les coûts nécessaires, que le développement d'un appareil étatique capable de contrôler les luttes sociales dans le Tiers Monde aurait engendrés.⁹ Les doléances relatives à la sous-administration des colonies de même que l'application du gouvernement indirect partout où cela était possible, ne démontrent pas pour autant une tendance du colonisateur à élargir l'État dans ces colonies.

D'autre part, le secteur étatique a été important justement et dans les anciens modes de production tributaires et dans les terres de colonisation dites féodales de l'Amérique latine où les tendances de l'absolutisme européen, qualifié à l'exemple de l'Espagne, déjà par Marx, comme despotisme oriental, se sont développées. Ceci est largement discuté dans toute la littérature sur la spécificité de l'État corporatif ibéro-américain. Mais en plus, l'extension du secteur étatique concerne aujourd'hui des sociétés du Tiers Monde indépendamment de leur sort lors de la période coloniale et de leur mode de production précoloniale.

L'effort souvent entrepris de qualifier l'État du Tiers Monde comme capitaliste par l'argument que le recrutement de son personnel se faisait à partir de la petite bourgeoisie paraît répondre plutôt à la démagogie qu'à une démarche scientifique. D'abord, en passant d'une occupation petite bourgeoise à un poste bureaucratique, le mode d'appropriation de la plus-value change pour l'individu concerné. Vu le degré croissant d'autorecrutement des classes-État dans le Tiers Monde, il faudrait dire après combien de générations la socialisation primaire d'ancêtres plus ou moins lointains n'intervient plus comme critère de définition de classes. Autrement dit, il faudrait dans une telle argumentation pouvoir expliquer par exemple :

- comment la seconde génération après une révolution socialiste ayant toujours dans ses cadres une représentation plus que proportionnelle d'origine de classes moyennes (petite bourgeoisie), ne perd pas, ce qu'elle fait pourtant, « le capital révolutionnaire » acquis dans la lutte ;
- quand peut on parler de prolétariat, qui lui aussi est toujours issu d'autres classes sociales.

Et qualifier comme petit bourgeois des États du Tiers Monde qui contrôlent jusqu'à 100% du secteur industriel moderne et qui administrent des revenus provenant de rentes, largement supérieurs aux bénéfices des sociétés transnationales les plus grandes (Algérie 1978 10 mrd. \$, Exxon 1980 5,7 mrd. \$), me paraît tout de même osé.

Ce qui est à souligner dans la conception de l'argument d'un État petit bourgeois, c'est que cela permet de lier et le manque observé de dynamisme

9. H. ELSENHANS, 1974, *op. cit.*, pp. 285-293.

économique d'un secteur privé et la dénonciation de l'État dans le Tiers Monde comme capitaliste.

Voyons ensuite l'explication du caractère capitaliste de l'État du Tiers Monde par l'argument, qu'il s'efforce de promouvoir le développement d'un secteur national capitaliste. Voilà peut-être un argument, qui, s'il était empiriquement vérifié, pourrait permettre de qualifier l'État d'instrument de l'accumulation d'un secteur de production capitaliste privé. Il ne manque pourtant pas d'exemple, qu'en réalité le secteur étatique au moins dans beaucoup de pays qualifiés comme capitaliste d'État (Algérie, Pérou, Inde) limite la croissance du secteur privé et que en même temps les conditions économiques (prédominance des marchés d'État par rapport aux marchés de consommation finale des masses et de produits intermédiaires) font que ces capitalistes nationaux s'intègrent dans les systèmes de clientèle de la classe-État. Or personne a considéré jusqu'à maintenant, que l'existence de grands commerçants dans les modes de production tributaire et la création de certaines manufactures dans l'empire chinois ou ottoman au 19^e siècle y aient conduit à la dominance du secteur capitaliste.

Reste alors la déduction de la nature capitaliste du secteur étatique dans le Tiers Monde par sa dépendance des sociétés transnationales. Certes, les classes-État dans le Tiers Monde ont coopéré et coopèrent avec les sociétés transnationales et « dépendent d'elles » par l'acquisition de la technologie. Les effets de cette coopération généralement négatifs, dans le sens qu'elle renforce le cercle vicieux entre une technologie trop intensive en capital, la création par là d'une couche privilégiée d'ouvriers, renforçant ensuite l'hétérogénéité de la demande et par là l'exigüité du marché pour chaque produit et pour les biens d'investissement (petites séries de production pour biens de consommation engendrent petites séries pour les biens d'investissement, dont la technologie est très sophistiquée ce qui renforce la dépendance technologique) ne sauraient établir le caractère capitaliste de l'État du Tiers Monde. L'importation de technologies peut être économiquement rentable, si, à court terme, les coûts sont inférieurs aux coûts de développement de cette technologie dans le pays et si à moyen terme l'intégration de cette technologie avec des secteurs arriérés (secteur informel et agriculture) est assurée par l'extension des marchés de masse – à condition par conséquent, que l'État planificateur engage un processus de développement « large ». Le modèle de « small countries – big companies » définit ensuite un rapport de force, qui est de plus en plus dépassé, comme l'indique la généralisation de réglementations des relations économiques extérieures dans le Tiers Monde contre les sociétés transnationales. Le fait, que ces règlements doivent forcément respecter un taux de profit moyen pour le partenaire multinational ne rend pas capitaliste son partenaire État: comme le féodal achetant des marchandises au capitaliste n'est pas capitaliste de ce fait. Ajoutons trois observations supplémentaires:

- Le choix de technologies trop intensives en capital n'est pas seulement le fait de filiales multinationales mais aussi dû à des entreprises publiques dans le Tiers Monde et dans ce cas souvent pour des raisons extra-économiques.

- Le scénario d'une extension illimitée des sociétés multinationales dans le Tiers Monde n'est plus vérifié par les tendances récentes.
- La dépendance technologique est d'abord un problème de coûts d'opportunité. Par conséquent, c'est le niveau de productivité des pays les plus avancés dans le secteur respectif qui conditionne le prix des produits respectifs. Aussi longtemps que les pays capitalistes sont plus avancés notamment dans le secteur des biens d'équipement, c'est bien leur niveau de prix pour ces biens, qui détermine le niveau de prix sur le marché mondial. Kohlmey¹⁰ a bien montré, qu'un système de prix des pays socialistes ne peut devenir dominant que dans la mesure où le camp socialiste devient plus productif que le camp capitaliste. Réduit à cette simple constatation, la notion de dépendance technologique perd beaucoup de sa connotation fataliste, aussi longtemps, que l'on ne fait pas l'hypothèse, que le mode de production capitaliste est pour l'instant l'organisation la plus efficace pour promouvoir l'innovation technique.

Beaucoup d'auteurs, qui adhèrent au concept de capitalisme d'État, partagent la critique d'une déduction de ce caractère capitaliste. En analogie avec le concept de formation sociale, dans laquelle différents modes de production coexistent sous la dominance d'un parmi eux, ils parlent d'une autonomie relative de la « bureaucratie » ou de l'État dans le Tiers Monde.¹¹ Saul¹², dans sa critique de Murray¹³ a introduit la conception de classes en formation, qui n'ont pas encore trouvé leur orientation finale. Ceci ne permet pas de rendre compte de l'existence finalement très stable de ces « bureaucraties », qui partout dans le Tiers Monde augmentent leur rôle économique et dont la convergence, indépendamment de leur origine sociale ou de leur héritage idéologique, a été soulignée par Samir Amin¹⁴.

10. G. KOHLMHEY, « Karl Marx's Theorie von den internationalen Werten », *Probleme der politischen Ökonomie*, no 5, 1962, pp. 83-92.

11. Parmi les auteurs innombrables qui prennent cette position citons S. AMIN, *Le développement inégal*, Paris, Minuit, 1973, p. 303; H.L. VENERONI, *Estados Unidos y las fuerzas armadas de América Latina, La Dependencia Militar*, Buenos Aires, Ediciones Periferia, 1973, p. 121; V. GRECIC, « Trasfondos del Golpe de Estado en el Ecuador », *Estrategia*, mars/avril 1972, pp. 53-56; M. LAZREG, *The Emergence of Classes in Algeria, A Study in Colonialism and Socio-Political Change*, Boulder Col., Westview Press, 1976, p. 161; J. COTLER, 1975, *op. cit.*, p. 68; N. HAMILTON, « Dependent Capitalism and the State, The Case of Mexico », *Kapitalistate*, no 3, 1975, p. 76; W. HEIN et K. STENZEL, « The Capitalist State and Underdevelopment in Latin America, The Case of Venezuela », *Kapitalistate*, no 1, 1973, p. 35; Robin COHEN, « Class in Africa, Analytical Problems and Perspectives », *Socialist Register*, 1972, p. 252; F.H. CARDOSO, 1974, *op. cit.*, p. 48; G.D.E. PHILIP, « The Soldier as a Radical, The Peruvian Military Government 1968-1975 », *Journal of Latin American Studies*, janvier-mars 1976, p. 50; M. KALECKI, *Essays on Developing Economies*, Hancock et Atlantic Islands N.J., Harvester Press et Humanities Press, 1976, p. 198; D.C. HODGES, *Argentina 1943-1976, The National Revolution and Resistance*, Albuquerque, University of Mexico Press, 1976, p. 135; F. GÈZE et A. LABROUSSE, *Argentine, Révolutions et Contre-Révolutions*, Paris, Seuil, 1975, p. 56.

12. J.S. SAUL, *op. cit.*, p. 357.

13. R. MURRAY, « Second Thoughts on Ghana », *New Left Review*, mars-avril 1967, pp. 25-39.

14. S. AMIN, *Le Maghreb moderne*, Paris, Minuit, 1970, p. 234.

D'autres approches considèrent, que ces bureaucraties sont le médiateur entre divers modes de production, dont est dominant le secteur capitaliste extérieur¹⁵. Celui-ci serait incapable d'exercer le pouvoir politique lui-même, mais aurait besoin d'un médiateur local. Mais la médiation peut signifier une gamme très large de situations: elle peut servir à extraire un maximum d'avantages pour la propre société ou la soumission aux intérêts extérieurs. Que cette situation extrême n'est pas le cas pour les États du Tiers Monde, a été démontré dans la critique de l'argument, que le capitalisme d'État existe à la cause de la coopération avec les sociétés transnationales.

N'est précis non plus la conception d'une autonomie relative de l'État du Tiers Monde à partir de l'observation de ses possibilités d'alliances de classes (alliance avec le capital international ou alliance « populiste ») N. Hamilton¹⁶ et sa politique de zig-zag¹⁷. Ces auteurs avancent l'argument, que l'État dans le Tiers Monde doit sauvegarder les intérêts supérieurs de la stabilité politique pour le capital international et national. Car si l'on admet que pour sauvegarder le système capitaliste par des concessions de type non capitaliste, comment exclurait-on que par ce mécanisme même les réformes possibles ne finiraient pas à transformer le système, surtout dans le cas où l'État a pris en main, comme dans beaucoup de pays du Tiers Monde, la majorité du secteur moderne de l'industrie.

Le concept de médiateur est appliqué à l'État du Tiers Monde souvent sous la forme d'une autonomie relative de celui-ci, à cause d'un équilibre entre forces sociales. Ici l'on peut se référer à l'analyse du bonapartisme dans l'œuvre de Marx. Pourtant pour Marx cet équilibre s'établit provisoirement entre une classe dominante

15. Sur ce point la littérature, citée dans H. ELSENHANS 1981, *op. cit.*, pp. 81-83, est surabondante. Nous nous limitons à quelques exemples: G. O'DONNELL, « Corporatism and the Question of the State », in J.M. MALLOY (ed), *Authoritarianism and Corporatism in Latin America*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1977, p. 60; H. ALAVI, *op. cit.*, p. 63; J. PETRAS, « Sociologie du développement ou sociologie de l'exploitation », *Tiers Monde*, juillet-septembre 1976, p. 595; P.K. O'BRIEN, *The Revolution in Egypt's Economic System, From Private Enterprise to Socialism 1952-1965*, Londres, Oxford University Press, 1966, p. 203; N. HAMILTON, *op. cit.*, p. 74; C. LEYS, *Underdevelopment in Kenya, The Political Economy of Neo-Colonialism, 1964-1971*, Londres, Heinemann, 1975, p. 197; O. IANNI, *Imperialismo na America Latina*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1974, p. 33; W. ZIEMANN et M. LANZENDÖRFER, *op. cit.*, p. 167; G. WILLIAMS et T. TURNER, « Nigeria », in J. DUNN (ed), *West African States, Failures and Promise, A Study in Comparative Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 135; Geoff WOOD, « Rural Development and the Post-Colonial State », *Development and Change*, juillet 1977, p. 313. Plus accentués sur la médiation entre modes de production, J.S. SAUL, *op. cit.*, p. 353; R. MURRAY, *op. cit.*, p. 31; J. NUN, « Superpoblación relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal », *Revista Latino-Americana de Sociología*, juillet 1969, p. 74; B. CAMPBELL, « Elements d'analyse pour l'étude comparée des sociétés dépendantes, Afrique, Amérique Latine », *Tiers Monde*, octobre-décembre 1977, p. 739; T.T. EVERS, *Bürgerliche Herrschaft in der Dritten Welt*, Frankfurt, Europäische Verlagsanstalt, 1977, p. 110. Avec accentuation de la médiation entre le capital international et les classes exploitées du tiers monde, C. LEYS, « The 'Overdeveloped' Post-Colonial State, A Re-Evaluation », *Review of African Political Economy*, janvier-mars 1976, p. 44; M. v. FREYHOLD, « The Post-Colonial State and its Tanzanian Vision », *Review of African Political Economy*, janvier/avril 1977, p. 76, p. 85.

16. N. HAMILTON, *op. cit.*, 1970, p. 75 ss.

17. J. PETRAS, *op. cit.*, 1977, p. 13.

qui monte par nécessité historique et une classe dominante en déclin. Si la théorie du capitalisme d'État souligne non seulement la faiblesse du « capital national » dans le Tiers Monde et son désir de s'allier au capital multinational, on voit mal la classe qui monte dans l'application du théorème du bonapartisme aux rapports de forces dans cet État bonapartiste et capitaliste dans le Tiers Monde¹⁸.

III – POUR UNE DÉFINITION DES MODES DE PRODUCTION DE LA PÉRIPHÉRIE DOMINÉS PAR DES CLASSES-ÉTAT DE TYPE NOUVEAU

Si l'on prend l'indicateur de l'accumulation de capital ou l'indicateur de l'emploi, le fait dominant dans la plupart des économies du Tiers Monde, c'est l'État et non la firme multinationale¹⁹. Toute analyse du système mondial doit donc prendre en compte le fait de la formation de modes de production où une classe organisée bureaucratiquement s'approprie la majeure partie du surplus social, décide de son utilisation et organise le processus de travail, d'ailleurs par des moyens de contrôle indirect aussi dans beaucoup de secteurs non étatisés, comme par exemple

18. Le texte de Marx se trouve dans Marx-Engels Werke, vol. 8, p. 198. Le nombre d'auteurs qui se réfèrent à l'analyse du bonapartisme est légion. Voilà quelques exemples: P. SCHMITTER, « The Portugalisation of Brasil », in A. Stepan (ed), *Authoritarian Brasil, Origins, Policies and Future*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1973, p. 187 s.; H. ALAVI, *op. cit.*, p. 60; R. BARTRA, *Estructura agraria y clases sociales en Mexico*, Mexico City, Ediciones Era, 1974, p. 157; C. LEYS 1975, *op. cit.*, p. 207; J. QUARTIM, *Dictatorship and Armed Struggle in Brazil*, New York et Londres, Monthly Review Press, 1971, pp. 76-84; T. A. VASCONI/A. GARCIA DE ALMEDA, « Le développement des idéologies dominantes en Amérique latine, Perspectives théoriques et méthodologiques », *Tiers Monde*, janvier-mars 1974, p. 182; T. BRAMAT, « Relative State Autonomy and Capitalism in Brazil and Peru », *The Insurgent Sociologist*, printemps 1977, p. 157; O. IANNI, *Estrutura social e industrialização en Brasil*, Editora Civilização Brasileira, 1965, p. 128; T. DOS SANTOS, *Socialismo o fascismo, El nuevo caracter de la dependencia y el dilema latinoamericano*, Santiago de Chile, Prensa Latinoamericana, 1972, p. 272; J. PETRAS, *op. cit.*, p. 11; F. MIREs, « Die Indios und das Land oder Wie Mariátequi die Revolution in Peru begriff », *Lateinamerika-Analysen-Berichte*, No 3, 1979, p. 25; R. MAURO MARINI, *Sous-développement et révolution en Amérique latine*, Paris, Maspéro, 1972, p. 7; T. T. EVERS, *op. cit.*, p. 229; F. BOURRICAUD, *Power and Society in Contemporary Peru*, New York, Praeger, 1970, p. 145; K. P. ERICKSON, « Corporatism and Labor in Development », in H. J. ROSENBAUM et W. G. TYLER, *Contemporary Brazil, Issues in Economic and Political Development*, New York, Praeger, 1972, p. 160; D. BOERSNER, « Repräsentative Demokratie und soziale Reform in Lateinamerika », in K. LINDENBERG, *Politik in Lateinamerika, Interne und externe Faktoren einer konfliktorientierten Entwicklung*, Hannover, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1971, p. 49; J. NUN, « Lateinamerika, Die Hegemoniekrise und der militärische Staats-streich », *Kölner Zeitschrift für Sozialwissenschaften und Sozialpsychologie*, numéro spécial no 13, 1969, p. 345; F. CASTILLO *et alii*, « Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile », *Cuadernos de la Realidad Nacional*, avril 1973, p. 22.

Notons pourtant que le manque de précision de la théorie marxiste du bonapartisme a été maintes fois soulignée, voir: W. SCHLUCHTER, *Aspekte bürokratischer Herrschaft*, Munich, List, 1972, p. 53; E. HENNIG, « Lesehinweise für die Lektüre der 'politischen Schriften' von Marx und Engels », in K. MARX et F. ENGELS, *Staatstheorie, Materialien zur Rekonstruktion der marxistischen Staatstheorie*, Edité et préfacé par E. Hennig, J. Hirsch, H. Reichelt et G. Schäfer, Francfort, Ullstein, 1974, p. LXXIX.

19. T. SMITH, « Changing Configurations of Power in North-South Relations Since 1945 », *International Organization*, Winter 1977, p. 247.

l'agriculture des paysans moyens ou pauvres soumis à l'encadrement de l'État, notamment par les organisations de commercialisation. Si l'on ne réduit le système mondial aux simples interactions extérieures, l'évolution des modes de production dans l'interaction de facteurs extérieurs et intérieurs doit être l'objet de l'analyse, et par conséquent ces appareils d'État en premier lieu.

Si l'on considère qu'un système de classe est structuré par la position des hommes dans le processus de production et de sa direction, une société, où la majeure partie de la plus-value est contrôlée par une classe bureaucratique, doit être considérée comme une société dominée par cette classe, que j'appelle classe-État.

Certains opposeront, que les difficultés de délimiter cette classe ou le fait qu'elle ne possède pas sous forme de propriété privée les moyens de production interdirait l'application de la notion de classe. Cette classe-État est pourtant visiblement constituée par les dirigeants de l'appareil d'État, des organisations d'encadrement politique et des entreprises étatiques ou paraétatiques. Certes, il peut y avoir des difficultés à la limite inférieure. Le postier est employé d'État, mais peut ne pas être membre de la classe-État. Mais de telles difficultés se rencontrent dans toute société, où l'appropriation du surplus ne s'effectue pas par la propriété privée. Nier l'existence d'une classe-État dans le Tiers Monde actuel équivaut à considérer les modes de production tributaires développés dits modes de production asiatiques comme des sociétés sans classes.

Cette classe-État est bureaucratiquement organisée. Ses membres ont droit à la participation aux décisions et au surplus à partir de postes qu'ils occupent dans la hiérarchie, ou mieux des possibilités que ces postes leur offrent pour l'exercice de l'influence au travers de coalitions entre différents membres de hiérarchies qu'elles entretiennent toujours entre elles des relations à la fois conflictuelles et coopératives.

La formation de telles classes-État correspond non à la « capitalisation » de l'économie mondiale mais à la faiblesse du Centre du système « capitaliste » mondial à transformer effectivement ce système. J'ai exposé ailleurs²⁰, que le développement du capitalisme dans les pays aujourd'hui industrialisés de l'Occident et du Japon, dépendait d'un rapport de forces entre classes privilégiées et classes sous-privilégiées, à partir duquel les classes sous-privilégiées étaient capables de s'approprier une partie du produit supplémentaire dégagé par la croissance des forces productives. En ce faisant, elles obligeaient les privilégiés à augmenter la productivité du travail et à économiser le travail tout en créant en même temps un marché de masse, qui permettait l'écoulement de la production. La pression de la demande de masses permettait la rentabilisation de capitaux investis dans de nouvelles capacités de production et par là, aussi, la réalisation du profit par

20. H. ELSSENHANS, *Geschichte und Ökonomie der europäischen Welteroberung*, thèse d'État, Habilitationsschrift, Berlin, Freie Universität Berlin, 1976, pp. 171-224; voir aussi H. ELSSENHANS, « Grundlagen und Entwicklung der kapitalistischen Weltwirtschaft », in D. SENGHASS (ed), *Kapitalistische Weltökonomie, Kontroversen über ihren Ursprung und ihre Entwicklungsdynamik*, Francfort et New York, Campus, pp. 110-122. Un article de résumé paraîtra in *International Organization*.

l'intermédiaire du marché. Sans cette pression l'investissement microéconomiquement rentable dans une technologie nouvelle réduirait la demande effective et conduirait au blocage de l'accumulation capitaliste. C'est cette pression des sous-privilegiés qui permet l'existence d'une classe fractionnée se faisant la concurrence sur le marché. Sans cette pression, l'écoulement de la production deviendrait impossible et obligerait les privilégiés à se reconstituer en classe non concurrentielle, s'appropriant ou directement le surplus comme dans les modes de production féodaux et esclavagistes, ou se centralisant, comme le montre le processus d'annexion des « capitalistes » par les bureaucraties naissantes de l'absolutisme européen. Ce ne sont pas les capitalistes qui ont en dernier lieu défendu leur indépendance par rapport aux couronnes européennes, mais les sous-privilegiés qui par leurs luttes ont créé cette demande effective, qui permet la rentabilisation des capitaux individuels.

Si l'on admet ce point, la transformation du système mondial en système capitaliste n'aurait été possible que si l'expansion du capitalisme dans la périphérie par le commerce, l'exportation de capitaux et même l'investissement direct aurait transformé les sociétés de la périphérie en systèmes capables d'évoluer vers des systèmes capitalistes. Nous savons que historiquement les impulsions extérieures n'ont pas créé le plein emploi dans la périphérie, mais induit uniquement la dissolution de certains secteurs sociaux par la rationalisation économique en créant le chômage structurel. Sans tendance vers le plein emploi et pour des raisons historiques des mouvements de résistance dans le Tiers Monde, des structures ne se sont pas constituées, qui permettraient de créer la condition de la croissance dans le Tiers Monde. Des structures de production désarticulées – parce que intégrées à des filières internationales – ont émergé. Des simples redistributions de revenu ne suffisent plus pour recréer un mécanisme de développement à partir de l'extension des marchés de masse, parce que les structures de production dans le Tiers Monde sont devenues inflexibles. Elles ne réagissent pas à des changements de la demande effective par des changements de leur production finale à cause de leur hétérogénéité structurelle, que l'on peut mesurer par la différenciation des productivités de facteur par branches existantes ou appelées à exister en cas de redistribution des revenus.²¹

Vu l'impact insuffisant de l'expansion internationale du capital sur la périphérie, des phénomènes de marginalisation et d'appauvrissement y dominent, sans que les revenus bas puissent être utilisés pour la production de plus-value par des capitalistes privés faute de demande suffisante. Appauvrissement et crise d'accumulation créent des situations explosives ou perçues comme pouvant devenir explosives. C'est cette crise d'accumulation qui est la première condition du renforcement de l'État dans le Tiers Monde, soit pour augmenter les moyens repressifs, soit pour initier des politiques planifiées de développement politiquement décidées (et très diverses).

21. Surtout P. AYDALOT, *Essai sur les problèmes de la stratégie de l'industrialisation en économie sous-développée, L'exemple tunisien*, Tunis et Paris, Cahiers du Centre d'Étude et de Recherches Économiques et Sociales (CERES), avril 1968, p. 42.

Mais le développement inégal par branche dans le Tiers Monde dans le cadre de sa spécialisation subordonné aux intérêts du Centre lui confère aussi des avantages économiques par rapport à celui-ci. Dans certains secteurs, la périphérie peut produire moins cher. Les raisons en sont : l'épuisement des ressources naturelles faciles à extraire dans le Centre, le développement de nouveaux besoins solvables parallèlement à l'accroissement, des revenus de masse dans le Centre (exemple : produits tropicaux), l'augmentation nécessaire des coûts de travail par unité produite dans celles de branches du Centre, où la productivité augmente moins rapidement que la moyenne, et la transférabilité de technologie.

La théorie du « product cycle » et la théorie de la diminution de la part des matières premières minières dans la valeur ajoutée dans le Centre ainsi que la diminution de la part des produits agricoles dans la consommation finale des ménages montrent, qu'en général l'élasticité-prix de la demande du Centre pour les produits de la périphérie est au dessous de 1. De même d'ailleurs que les coûts de substitution dans le Centre pour remplacer les exportations des matières premières de la périphérie sont élevés. Ceci signifie, qu'en cas de monopolisation de l'offre, les revenus de la périphérie peuvent être augmentés. La périphérie peut donc s'approprier des rentes, dans le secteur minier des rentes différentielles, dans le secteur des produits tropicaux des rentes de consommateur.²² Ce n'est d'ailleurs pas l'OPEP qui en premier a réalisé une telle stratégie. Les exemples de réglementation des exportations de café, les taxes à l'exportation de produits tropicaux et les marketing boards en Afrique de l'Ouest à partir des années 40 ne sont que quelques exemples²³. Cette possibilité d'appropriation de rentes constitue la deuxième condition de l'expansion de l'appareil d'État dans le Tiers Monde. L'appropriation de revenus internes est par contre souvent une source inférieure de financement de l'expansion étatique dans le monde sous-développé.

L'appropriation du surplus par une classe-État bureaucratique constitue sur le plan du développement économique à la fois un danger et une chance. Par le fait, que et l'appropriation et l'allocation du surplus se font par des moyens politiques, cette classe est capable de faire des investissements dans le cadre d'un projet de rapport inter-industriels sans être tenue à s'orienter à la rentabilité immédiate ou à court terme. Si les sociétés sous-développées sont caractérisées par une distribution des revenus très inégale, la demande solvable donne des indications de rentabilité qui favorisent l'investissement dans des secteurs, qui par l'étroitesse de leur marché ne favorisent ni le développement d'une industrie nationale de moyens de production, ni la dynamisation du secteur informel manufacturier orienté vers les besoins

22. Sur la théorie de la rente du consommateur : H. ELSSENHANS, « Ökonomie der Rohstoffproduktion », *Leviathan*, no 1, 1976, pp. 122-129. Nous avons, avant la montée des prix du café en 1974-1977, calculé que le maximum de rentrée de devises dans la vente de café au consommateur ouest-allemand pourrait être obtenu par une augmentation des prix mondiaux au moins de 600% ce qui aurait augmenté les rentrées de devises de 380%, vu le comportement antérieur du consommateur allemand moyen. En fait entre 1974 et 1977 le prix mondial du café a monté en deutschmarks de 156% (le cours du \$ ayant baissé) et les prix de vente au consommateur du café ont monté de 50%. La consommation mensuelle du ménage moyen a monté de 753 g 1974 à 851 g 1977.

23. Une bonne compilation de mesures se trouve dans R. GOODE *et alii*, « The Role of Export Taxes in Developing Countries », *IMF-Staff Papers*, novembre 1966, p. 454 ss.

des couches de revenus moyennes ou basses. La possibilité d'investir sans tenir compte de la demande solvable actuelle permet donc de restructurer l'appareil productif vers une demande, qui par des décisions politiques deviendra solvable ultérieurement. Des entreprises privées ne pourraient investir en fonction de marchés dont l'existence dépend de décisions politiques incertaines.

Mais il n'y a aucun mécanisme économique qui oblige la classe-État à investir en vue de tels besoins. Déjà la répartition du surplus entre la consommation de la classe-État et de ses clientèles et l'investissement dépend de décisions politiques, de même que le choix de projets. En plus, étant donné que les membres de la classe-État ne reçoivent pas leurs revenus en fonction de leur efficacité dans la tâche de développement de forces productives rend probable le gaspillage de fonds dans l'exécution des projets.

Cette perspective d'utilisation inefficace du surplus est rendue probable par les mécanismes de rivalités à l'intérieur de la classe-État et par ses penchants à consolider son pouvoir par des relations de clientèle avec d'autres forces sociales puissantes.

Les mécanismes de rivalité à l'intérieur de la classe-État la distingue d'une bureaucratie de type wébérien, qui n'est possible que sous le contrôle de classes dominantes, limita la tendance Parkinsonienne de toute appareil bureaucratique.

Les membres d'une classe-État poursuivent, déjà pour maintenir leurs positions acquises, des stratégies de coalition pour augmenter leurs revenus, leur prestige et leur influence. Supposons même, que les normes socio-culturelles limitent les possibilités d'enrichissement individuel communément appelées la corruption, déjà les conditions de formation de coalitions favorisent l'expansion de la consommation improductive. Ces coalitions se fixent dans des segments plus ou moins stables, des clans et des cliques. Chaque clan améliore sa position, s'il augmente le nombre de ses adhérents. Voilà donc une raison de népotisme et d'élargissement de la classe-État. Ceci est renforcé par l'effort de chaque segment d'élargir sa base par des groupes sociaux d'appui. La classe-État se crée dans les secteurs économiques et administratifs qu'elle contrôle des clientèles, qui – à la différence des clientèles qu'elle entretient en dehors de ces secteurs – j'appellerais clientèles organiques. Chaque segment de la classe-État peut plus facilement élargir sa propre clientèle que limiter la croissance de la clientèle de son rival. Donc la consommation s'accroît aux dépenses des investissements.

En plus, une stratégie de vaincre le sous-développement requiert nécessairement l'utilisation du marché de masse potentiel constitué par les masses paysannes et les masses marginalisées des villes. Vue la propension marginale à la consommation de biens vivriers très élevée de ces classes inférieures, toute redistribution des revenus exige l'accroissement de la production agricole. Or dans ce processus complexe d'augmentation des revenus paysans et de la production agricole, qui normalement doit combiner une réforme agraire égalitariste avec l'introduction de nouveaux inputs, les classes-État échouent. Ceci vaut même pour le cas où des capacités de production pour des nouveaux inputs ont été préalablement installées. Les raisons sont multiples et largement discutées dans le comportement des agents d'extension et la réaction de méfiance des paysans à leur égard. Mais il faut noter

aussi, qu'un verbalisme de socialisme égalant planification sert comme justification à interdire aux paysans de cueillir les fruits de leur travail. Ceci a comme conséquence que la mobilisation du travail sous-employé dans les campagnes à effectuer des travaux de recherche pour l'amélioration des terres, les travaux d'endiguement, la lutte contre l'érosion, pour ne nommer que quelques éléments, ne se produit pas. La classe-État a donc tendance inhérente à se tourner vers l'industrialisation forcée avec des technologies de pointe, la constitution d'une classe ouvrière intéressée alors à ce type d'industrialisation et les blocages connus de la stratégie de substitution des importations dans ses phases ultérieures.

La classe-État peut politiquement réussir un tel processus puisque quelque soit le nombre des partis, la position économique de la classe-État lui permet de lier des coalitions à l'extérieur d'elle. Elle se crée des clientèles et elle coiffe toutes les organisations susceptibles de représenter des intérêts de contestation éventuelle, comme le montre la perte d'indépendance des organisations officielles ouvrières dans la plupart des pays du Tiers Monde, de même que l'établissement d'organisations d'encadrement, telle SINAMOS, qui ne sont pas tout-à-fait différentes des organisations fonctionnelles de la théorie de la guerre anti-subversive. Le pouvoir économique de la classe-État lui donne dans une large mesure cette possibilité de cooptation. Domitra²⁴ a même montré, que souvent au Mexique des syndicats d'opposition sont créés pour permettre à leurs fondateurs d'être cooptés dans la classe-État. La classe-État étend son patronage sur l'ensemble de la société et elle utilisera dans cette stratégie des concessions plutôt là où une résistance éventuelle sera plus difficile à mater que dans d'autres secteurs, et elle essaiera de se concilier des forces sociales, qui disposent de ressources qui lui sont utiles dans son projet de montrer certains succès de développement. Voilà donc la tendance à utiliser les firmes transnationales, sources possibles de rentes, et la tendance à accepter un accroissement des différences de revenu entre les villes et les campagnes, vu le pouvoir de pression plus élevé des ouvriers par rapport aux paysans, ce qui renforce la tendance à la constitution d'une aristocratie ouvrière, qui déjà est déclenchée par une industrialisation épuisant rapidement les disponibilités de travailleurs très qualifiés.

Le point intéressant est pourtant, que ces classes-État dans le Tiers Monde aujourd'hui n'épuisent pas l'ensemble du cycle dynastique des anciens modes de production tributaires. Peu d'exemples ont montré que la ponction de la paysannerie induise celle-ci à se révolter. Certaines réformettes viennent plus tôt. Voilà la politique du zig-zag entre augmentation des propres privilèges et revenus, et réformes, si limitées soient elles, pour se concilier les exploités. Et ce n'est pas par des mouvements larges de masses, que ces réformes sont obtenues.²⁵ À la mise en cause effective de son pouvoir la classe-État a plutôt tendance à la repression. Bien sûr, pourrait-on objecter que la classe-État réagit à des mouvements d'opposition

24. M. DOMITRA, *Die Rolle der Gewerkschaften im mexikanischen Herrschaftssystem, Ein Beitrag zur Theorie der Gewerkschaften in Entwicklungsländern*, Bonn, Neue Gesellschaft, 1975, p. 287.

25. A. STEPAN, *The State and Society, Peru in Comparative Perspective*, Princeton N.J., Princeton University Press, 1978, pp. 74-88.

d'une manière préventive. Mais pourquoi alors prévoit-elle ? Quel est le mécanisme, par lequel la prévision de la nécessité de changements est introduite dans la rivalité des clans et des cliques à l'intérieur de la classe-État.

Les exemples de différentes classes-État donnent peu de valeur de prédiction à des facteurs d'héritage idéologique (Guinée) ou d'origine sociale. D'ailleurs il y a l'argument de la « seconde génération ». Mon argument est, que la réorientation de la classe-État dépend des rivalités à l'intérieur d'elle-même, des coalitions extérieures possibles et de l'orientation de l'appareil productif.

Si les membres de la classe-État poursuivent les buts de l'augmentation de leurs revenus, de l'augmentation de leur prestige, et de l'augmentation de leur influence, des membres hiérarchiquement défavorisés peuvent essayer de réussir leur avancement s'ils proposent une orientation plus favorable aux sous-privilégiés. Plus la classe-État est segmentée et plus ce phénomène est probable. Les segments bien placés ont tendance à se lier avec les forces sociales qui ont le plus de ressources à offrir au patronage par les segments bureaucratiques établis. Plus il y a de segments, moins il y a des partenaires pour des coalitions encore disponibles. C'est alors que peut intervenir le « regular overthrow of one section of the ruling class by a somewhat younger, more idealistically minded one ». ²⁶ La révolte des capitaines et des sous-officiers de même que le coup d'État des militaires péruviens en sont exemples.

Plus les ressources extérieures (rentes) sont grandes, moins la nécessité est grande de mobiliser le travail en restructurant la société. Un dérapage de stratégie de développement égalitariste par l'abondance des revenus extérieurs est observé en Algérie depuis 1975. ²⁷

Pourtant, il est peu probable qu'une perspective de réorientation de la stratégie de la classe-État vers les besoins de masse se produisent ou se maintienne sans se transformer après coup en simple révolte de palais, si l'appareil de production ne permet pas de soutenir une politique orientée vers les besoins de masse. Déjà au moment de formation d'une coalition à l'intérieur de la classe-État pour réorienter la politique économique, la compatibilité du projet économique avec la structure de l'appareil de production et avec les coûts de la restructuration de celui-ci est un facteur décisif : plus le projet paraît faisable, plus il permet d'attirer des alliés venant d'autres segments de la classe-État.

Cette constatation permet de différencier entre type de société bureaucratique de développement. Dans la plupart des cas, l'extension des activités économiques de l'État se poursuit parallèlement à une crise larvée d'accumulation. L'État intervient alors sans envisager de changer les structures sociales et poursuit d'abord une politique de substitution des importations. L'inégalité des revenus s'accroît. La structure de l'appareil de production s'oriente vers des unités non compétitives sur

26. R.L. SKLAR, « Political Science and National Integration – A Radical Approach », *Journal of Modern African Studies*, Vol. 5, no 1, p. 8.

27. Voir par exemple *Révolution africaine*, 21 mars 1980, p. 25 ; ou A. SID AHMED, *L'OPEP, passé, présent et avenir*, Alger, Office des Publications Universitaires, 1980, p. XIV.

le marché mondial pour des produits de consommation durables. Dans une telle phase, le projet égalitaire d'un segment de classe-État égalitariste n'est que rarement réalisable. Si pourtant dans une telle stratégie la taille absolue du marché intérieur ou une poursuite judicieuse de l'exportation bien choisie permet la création de secteurs de transformation de métaux et de la production de machines, la qualification acquise par le collectif des travailleurs permet à un stade ultérieur une réorientation vers des marchés de masse, qui alors s'appelle libéralisation. Le maintien d'un secteur privé dans un tel processus, la faiblesse des idéologies se déclarant socialistes de type planificatrices et le bas niveau de satisfaction des besoins de masse n'aura pas conduit à une glorification trop importante de la classe-État. Son hégémonie culturelle est alors faible. La diminution de son pouvoir est plus facilement acceptable. J'appelle ce cas l'État modernisateur inégalitaire. Après un long cycle d'inégalité croissante, il peut dans certains cas (grands pays, intégration régionale, réorientation vers le marché mondial) s'orienter effectivement vers un système plus égalitaire ou le pouvoir de la classe-État peut diminuer et permettre la transition vers un système capitaliste réel, s'appuyant sur l'accroissement de la consommation de masse, et limitant les privilèges des classes supérieures par la compétition effective sur le marché.

Si pour des raisons idéologiques ou d'origine sociale de la classe-État l'établissement de son pouvoir coïncide avec la prise de décisions conformes à une politique de vaincre le sous-développement, la structure de l'appareil de production donne plus de chance aux segments égalitaristes de la classe-État. Après les premiers succès dans la production de biens pour les besoins de base, des demi-produits et des biens d'investissement pour l'agriculture, les difficultés d'intégration du secteur industriel moderne avec le secteur des petites et moyennes industries limitent pour des raisons d'organisation économique les possibilités de profiter des potentialités du développement des forces productives acquises. La dominance d'une idéologie socialiste planificatrice, la légitimité de la classe-État par ses succès initiaux et l'intérêt de celle-ci de maintenir son pouvoir limitent les chances à une utilisation rationnelle du marché comme régulateur dans une économie décentralisée. Dans l'état modernisateur égalitariste, les inégalités sont donc plus petites, mais le système évoluera vers un régime paternaliste, qui ultérieurement aura des difficultés à détruire une classe-État, dont les fonctions économiques sont devenues superflues.

À côté de ces types fondamentaux de la société bureaucratique de développement, je distingue l'État communautaire de développement caractérisé par peu de ressources extérieures, ce qui limite la croissance du secteur étatique et l'État gaspilleur distributionniste dont les ressources extérieures sont si importantes, qu'il peut permettre la satisfaction des besoins de masse, au moins de larges parties de la population (émirats, Lybie) et l'État gaspilleur inégalitaire où à la différence d'une oligarchie traditionnelle le pouvoir politique et l'appropriation de rentes sont centralisés sans être distribués après, même pas en petits morceaux, vers le bas.

IV – DIFFÉRENCES AVEC LE SOCIALISME RÉEL ET AVEC LES MODES DE PRODUCTION ASIATIQUES

Depuis Wittfogel²⁸, toutes les sociétés dominées par des classes bureaucratiques ont été amalgamées au despotisme oriental. Dès que, comme c'est le cas dans un tel système, le politique devance l'économique, les mécanismes du politique, notamment les bases de légitimité du système, font partie de la définition même du mode de production.

Par rapport au mode de production tributaire dit asiatique, la société bureaucratique de développement est caractérisée par une classe-État qui s'expose à la légitimisation par la croissance des forces productives, et non par le maintien du bon ordre traditionnel. Elle adhère à l'impératif industriel et elle admet le challenge des sous-privilegiés à un niveau de vie plus élevé au moins sur le plan idéologique, même si elle diffère la réalisation dans un temps lointain.

Par rapport au socialisme réel, la société bureaucratique de développement diffère par sa plus faible base industrielle. Ceci empêche que les ouvriers industriels deviennent la fraction la plus importante par le nombre parmi les classes sous-privilegiés, ce qui changerait la dynamique des luttes sociales. En plus, les sociétés bureaucratiques de développement n'appartiennent à aucun des deux grands camps militaires internationaux : la rivalité militaire pour des technologies de pointe n'existe pas. Un des ressorts pour le développement de technologie manque donc. L'articulation avec le système mondial prend dans le cas des sociétés bureaucratiques de développement plutôt la forme du jeu de bascule entre ces blocs du Nord.

V – PERSPECTIVES D'ACTION

Les possibilités d'exercer des influences à partir de l'extérieur sur l'orientation des classes-État sont limitées, mais tout de même elles existent. Par le jeu de bascule entretenu par ces classes-État entre les deux blocs du Nord, chacun d'eux doit contribuer au financement de ces classes. Système international bipolaire et système de coalitions et d'oppositions d'États dans le Sud s'enchevêtrent de plus en plus bizarrement.

Mais si les chances de segments égalitaristes augmentent avec la compatibilité entre l'appareil de production et le projet égalitariste, l'accroissement des ressources extérieures par le transfert d'aide, des concessions dans l'appropriation des rentes et l'ouverture des marchés peut être lié à une plus grande acceptation de projets industriels, dont la production sera nécessaire ou pourra être orientée ultérieurement vers une stratégie de satisfaction des besoins de base. J'ai montré ailleurs, que le maintien du pouvoir d'intervention de la classe ouvrière du Centre dépend aujour-

28. Une bonne présentation se trouve dans K.A. WITTFOGEL, « Results and Problems of the Study of Oriental Despotism », *Journal of Asian Studies*, février 1969, pp. 357-365.

d'hui de changement de structure dans la périphérie²⁹, qui feront, que les multinationales ne rencontrent pas là une offre totalement élastique de travail non qualifié. Si les ouvriers du Nord veulent éviter une crise de sous-consommation par « wage-restraint », donc le nivellement vers le bas et la périphérisation du Centre, ce qui s'annonce déjà dans la compétition entre pays développés et pays d'industrialisation récente, il faut transformer les structures économiques et sociales dans le Sud. Si les revenus paysans y augmentent par des réformes agraires et des industries produisant pour la consommation productive de l'agriculture, l'intégration des économies du Tiers Monde dans le marché mondial aura comme conséquence, qu'avec une hausse de la demande de travail par exemple par les sociétés multinationales, le prix du travail augmente aussi, et que les effets connus de multiplicateur et d'accélérateur joueront à l'intérieur d'une économie dont la demande finale est orientée vers les besoins de masses populaires.

29. J'ai élaboré ce point dans H. ELSENHANS, « Social Consequences of the New International Economic Order », Structural Change in the Periphery for Continual Reforms in the Centre », in G. JAHN et Y. SAKAMOTO, *Elements of World Instability, Armament, Communication, Food, International Division of Labour, Proceedings of the International Peace Research Association, Eighth General Conference*, Francfort et New York, Campus, 1981, pp. 88-93.